

PLACE (de l'érable?)

Gestion de la plateforme des achats de l'Etat par une entreprise canadienne

Quand la souveraineté française est piétinée (encore) !

La souveraineté française est une valeur fondamentale, indissociable de notre capacité à gérer nos ressources et à défendre les intérêts de la nation. Pourtant, aujourd'hui, l'État français semble prêt à sacrifier ce principe en laissant **une entreprise étrangère, CGI, basée au Canada**, prendre le contrôle de PLACE, la plateforme d'achat public¹. Cette plateforme est au cœur des marchés publics de notre pays, là où transitent des informations cruciales, des offres stratégiques pour nos entreprises, et même des données relatives à notre sécurité nationale.

Les députés eux-mêmes, pourtant pas toujours les plus critiques vis-à-vis de ce type de compromission au sein de leur propre camp, interpellent Bercy sur ce choix dangereux². Des secteurs aussi sensibles que l'équipement de notre armée, la maintenance des infrastructures maritimes et les prestations stratégiques pour les PME françaises sont en jeu. Comment pouvons-nous accepter qu'une entreprise étrangère accède à des données aussi précieuses, exposant ainsi nos industries, nos travailleurs et notre indépendance économique ?

La CGT revendique une gestion nationale et démocratique des services publics et des marchés de l'État !

Chose incompatible avec les intérêts privés d'un groupe étranger.

Confier à un groupe privé étranger une responsabilité telle, met directement en danger notre souveraineté. Nous avons déjà vu les conséquences dramatiques de ces choix avec la vente de grandes entreprises stratégiques nationales dans le secteur de la défense mais aussi de la santé. Nous exigeons aujourd'hui :

- La reprise en main de la gestion de PLACE par une entreprise publique française et sous contrôle citoyen. A minima, une solution pour les commandes du ministère des armées.
- La transparence sur les décisions prises par le ministère de l'Économie, qui doit des comptes aux travailleurs et aux contribuables.
- Un débat public sur toutes les concessions faites à des groupes étrangers dans des secteurs stratégiques.

Ne laissons pas l'État agir seul dans l'ombre, y compris vis-à-vis de ses propres députés !
Comme l'a dit Sébastien LECORNU, le ministre des armées et des anciens combattants,
« la souveraineté ne se décrète pas », en revanche, pour la CGT elle doit s'agrémenter d'actes et d'une pointe de courage.

Montreuil, le 4 novembre 2024

Salaires, Avancements, Conditions de travail
Reprenez la main en rejoignant la CGT

PLACE (de l'érable?)

Gestion de la plateforme des achats de l'Etat par une entreprise canadienne



¹Qu'est-ce que la PLACE :

PLACE est la **plateforme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat**. Elle permet aux entreprises de consulter et répondre aux consultations émanant des services de l'Etat en administration centrale et en services déconcentrés, des établissements publics de l'Etat et des organismes, des autorités publiques indépendantes, des autorités administratives indépendantes, des groupements d'intérêt public, des groupements d'intérêt économique investis d'une mission de service public d'intérêt national, des organismes de sécurité sociale, de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale et de la Caisse des Dépôts et Consignations

²La lettre de Loïc Kervan en question :



Salaires, Avancements, Conditions de travail
Reprenez la main en rejoignant la CGT